

BONAPARTE AU MOYENT-ORIENT



Bonaparte touchant les Pestiférés (Image d'Epinal)

Par R. NEHER-BERNHEIM

Si Napoléon a le premier en Europe donné ses assises à l'entrée des Juifs dans la société française, Bonaparte en Egypte aurait été à l'origine d'une « déclaration Balfour » avant la lettre. En marge de l'année Napoléon, l'historien Renée Neher-Bernheim retrace des aspects peu connus de l'expédition qui trouvent d'étranges résonances dans les événements d'aujourd'hui.

L'année Napoléon s'achève sans qu'on ait beaucoup parlé en France de la campagne du Moyen-Orient, qui reste assez douloureuse encore aujourd'hui pour l'amour-propre national puisqu'elle s'est soldée par un échec spectaculaire. Nous voulons combler cette lacune, avec d'autant plus de raison qu'au regard des événements politiques que nous vivons, certains détails de cette campagne retrouvent une singulière actualité.

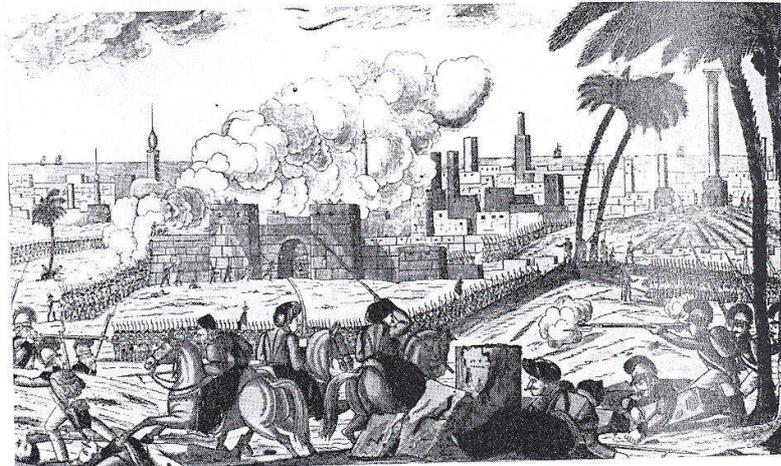
Notre dessein n'est pas de nous étendre sur l'aspect stratégique de cette aventure hardie, mais d'en étudier deux aspects, généralement mal connus, et dont le rapprochement avec l'actualité s'impose de lui-même. Je veux parler d'une sorte de Déclaration Balfour beaucoup plus explicite, proclamée par Bonaparte à l'intention des Juifs, mais aussi, sur le plan plus général de l'attitude des troupes françaises d'occupation au cours de la campagne du Moyen-Orient.

L'OCCUPATION FRANÇAISE EN PALESTINE



Ces quatre mois de 1799 sont, depuis les lointaines et sanglantes croisades, le seul moment dans l'histoire où les troupes françaises ont occupé la Palestine. Mais il est effrayant de voir s'inscrire, par delà les siècles, une continuité dans l'arrogance sanguinaire. La cruauté de Bonaparte en Terre Sainte n'a pas manqué de laisser sur place une singulière amertume.
Combat de Nazareth,
Le 19 floréal an 7, 1799(Gravure d'après Nodet).

Les armées de Bonaparte avaient déjà défié ses ennemis européens. Les troupes françaises avaient pénétré victorieusement dans l'Allemagne de l'Ouest, en Autriche, en Italie, portant au-delà des frontières de la France le grand espoir de liberté et d'égalité que la Révolution avait fait éclore. Pour les Juifs des régions « occupées » par Bonaparte, l'entrée des troupes françaises signifiait toujours : fin de l'oppression, émancipation, perspective d'un peu de bonheur.



Portrait de
Bonaparte
par

Philippotaux. Prise d'Alexandrie, 3 juillet 1798 (Image d'Epinal).



Revue à Lyon, de l'armée
d'Égypte, 1798
(Gravure d'après Girardet)

Les choses promettaient de se passer de même au Moyen-Orient et la population juive de Jaffa voyait en Bonaparte arriver un libérateur. Mais les Français se comportèrent avec une telle cruauté que toute l'imaginerie du « libérateur » fut remplacée par une panique devant le tyran parjure, et l'on verra les Juifs de Jérusalem, rabbins en tête, manier pelle et pioche pour aider à la fortification de la ville contre une attaque possible de Bonaparte.

Que s'était-il passé ? C'est le drame sanglant de Jaffa qui a tout transformé. Il vaut la peine qu'on en rappelle le déroulement.

Bonaparte avait conquis El-Arish et Gaza sans coup férir. C'est à Jaffa qu'il se heurte pour la première fois à une résistance des troupes turques, à la grande stupeur des armées du Directoire qui se sentent humiliées de voir des soldats « indigènes » les tenir un moment en échec. Quand, après deux jours de rudes combats, Jaffa fut enfin prise d'assaut, les Français pillèrent et massacrèrent si cruellement que Bonaparte fut obligé d'envoyer ses aides de camp Beauharnais et Croisier pour les rappeler à un minimum de décence. Voyant le sort terrible de la population, un groupe de 4 000 soldats turcs refusèrent de se rendre et continuèrent à résister dans un bloc de maisons transformé en une sorte de camp retranché.

Au bout de quelques heures, les assaillants, tout comme les assiégés, n'en pouvaient plus. Les Français criaient à l'adversaire de se rendre ; les Turcs finirent par accepter de cesser le combat si une promesse formelle leur était faite qu'ils auraient la vie sauve. Le pacte fut conclu et les 4 000 prisonniers furent emmenés au camp de Bonaparte.

Que faire de cette masse de prisonniers ? Bonaparte savait qu'il n'avait de troupes suffisantes ni pour les faire escorter jusqu'en Egypte, ni, encore moins, pour les maintenir sur place à Jaffa, en pleine zone d'opération. Les libérer purement et simplement était impensable, car ces 4 000 hommes auraient été aussitôt porter renfort aux troupes que Bonaparte se proposait d'attaquer plus au nord.

LE TRAITEMENT DES PESTIFÉRÉS

Après trois jours de délibération, Bonaparte au mépris de la parole donnée, transmet l'ordre de fusiller ces prisonniers. La manière dont ces 4 000 soldats turcs furent froidement assassinés sur la plage de Jaffa arrache à Bourrienne lui-même, alors secrétaire privé de Bonaparte, des accents d'horreur. Voici la fin du récit qu'il fait de ce drame dans ses Mémoires :

« Plusieurs de ces malheureux, parvinrent à gagner à la nage quelques récifs assez éloignés pour que la fusillade ne pût les atteindre. Les soldats (français) posaient leurs armes sur le sable et employaient, pour les faire revenir, les signes égyptiens de réconciliation en usage dans le pays. Ils revenaient, mais à mesure qu'ils avançaient, ils trouvaient la mort et périssaient dans les flots. Je me bornerai à ces détails sur cette horrible nécessité dont je fus témoin oculaire. D'autres, qui l'ont vue comme moi, m'en épargnent heureusement le sanglant récit. Cette scène atroce me fait encore frémir lorsque j'y pense, comme le jour où je la vis, et j'aimerais mieux qu'il me fût possible de l'oublier que d'être forcé de la décrire. Tout ce que l'on peut se figurer d'affreux dans ce jour de sang serait encore au-dessous de la réalité. »

L'EXPEDITION D'EGYPTE

1798 : Bonaparte entreprend la conquête de l'Egypte afin de couper la route des Indes aux Anglais et de se ménager une base d'opération.

21 juillet 1798 : Victoire des Pyramides.

1^{er} août 1798 : La flotte française est anéantie devant Aboukir par les Anglais de Nelson.
1799 : Bonaparte, prisonnier de sa conquête, prolonge sa campagne en s'emparant d'El Arish et de Gaza.
Mai 1799 : Siège de Saint-Jean d'Acre qui reste aux mains des Turcs.
25 juillet 1799 : Bonaparte écrase les troupes anglaises et turques à Aboukir. Il rentre en France après avoir abandonné son armée à Kléber.
9 novembre 1799 : Coup d'Etat du 18 brumaire.

Le reste de la campagne s'émaille des cruautés habituelles aux temps de guerre. Mais sur le chemin du retour, un drame d'un nouveau genre sème l'horreur aussi bien parmi les Français que parmi les Turcs. La peste se répand parmi les troupes de Bonaparte, plusieurs centaines de soldats en sont atteints. Les malades veulent absolument suivre la marche de leurs camarades pour ne point rester sans défense et sans soins aux mains des Turcs. Craignant la contagion, Bonaparte refuse de les emmener. Les pestiférés s'accrochent à leurs frères d'armes et à Bonaparte qui les repousse : ce sont des scènes d'horreur immortalisées quoique stylisées par le pinceau de Gros et dont Bonaparte essaie de se sortir en priant le médecin Desgenette de pratiquer sur les pestiférés ce qu'on n'appelait pas encore l'euthanasie. Avec un sens profond de son devoir professionnel, Desgenette fit à Bonaparte cette réponse restée célèbre : « mon métier est de les guérir et non de les tuer ».

Ici, il ne s'agit plus de cruautés, mais d'une de ces énigmes de l'histoire auxquelles le hasard seul permettra sans doute un jour d'apporter la solution définitive. On a été longtemps dans le brouillard complet sur l'existence réelle d'une promesse faite aux Juifs par Bonaparte de leur rendre la Palestine : on parlait beaucoup d'une telle déclaration, on l'invoquait pour faire de Napoléon un précurseur du sionisme, mais les historiens sérieux taxaient tout cela de légende. Depuis 1940 où une série d'articles de Franz Kobler, parus à Londres, apportèrent des éléments nouveaux, cette Déclaration commence à prendre une apparence beaucoup plus authentique, bien qu'encore assez contestée.

UNE DECLARATION CONTROLEE

Le point de départ de toute cette affaire, indiscutable lui, est une information brève émanant de Constantinople et publiée à Paris dans « la Gazette Nationale ou le Moniteur Universel », dans le numéro portant la date : « Tridi, 3 Prairial an 7 de la République française une et indivisible », (c'est-à-dire le 22 mai 1799).

En voici le texte paru sous la rubrique : Politique-Turquie :

« Constantinople, le 28 Germinal. Bonaparte a fait publier une proclamation dans laquelle il invite tous les Juifs de l'Asie et de l'Afrique à venir se ranger sous ses drapeaux pour rétablir l'ancienne Jérusalem. Il en a déjà armé un grand nombre et leurs bataillons menacent Alep... »

La fin de l'information étant manifestement fausse, on avait tout lieu d'en suspecter aussi le début, d'autant plus que parmi les masses de documents, proclamations, ordres du jour, etc. conservés même par les armées en campagne, on n'a pu découvrir quoi que ce soit qui ressemble ne serait-ce qu'à un fragment d'une telle proclamation pourtant une espèce de tradition orale affirmait avec insistance que Bonaparte, en faisant ses plans de campagne du Moyen-Orient, avait projeté d'une manière précise de redonner la Palestine aux Juifs, rêve que l'échec de l'expédition avait automatiquement pulvérisé.

Les choses en étaient là quant à la suite de circonstances tout à fait fortuites, l'historien autrichien Franz Kobler, réfugié à Londres en 1940, eut connaissance de cette fameuse proclamation dans une version allemande qui lui fut montrée par hasard.

Kobler rendit compte de cette sensationnelle découverte dans trois articles successifs, parus en Angleterre dans un des moments très sombres de la deuxième guerre mondiale (septembre à décembre 1940), où le public avait bien d'autres sujets plus graves sur lesquels s'exciter. Etant donné l'intérêt de cette Déclaration pour l'histoire du sionisme, Kobler avait publié ses articles dans une revue sioniste de Londres : « The New Judaea », dont l'audience était assez limitée. Dans la France de l'automne 1940, ces articles ne parvinrent naturellement pas.

La première information — et à ma connaissance, la seule — fut donnée au public français en 1951 par un article du professeur A. S. Yahouda, traduit en français dans la revue « Evidences » de juin 1951, qui était à l'époque une des meilleures revues juives de langue française. Yahouda y donne une grande partie de la proclamation mais insiste surtout sur les influences qui ont pu déterminer Bonaparte à la rédiger.

Il nous paraît fondamental de revenir sur ces articles si peu connus de Kobler, et tout d'abord de publier in extenso en traduction française le texte de cette fameuse proclamation :

« Quartier général, Jérusalem, 1^{er} Floréal an 7 de la République française (20 avril 1799).

Bonaparte, commandant en chef des armées de la République française d'Afrique et d'Asie, aux héritiers légitimes de la Palestine.

« Israélites, nation unique que, durant des millénaires, la soif de conquête et la tyrannie ont pu dépouiller uniquement de sa terre ancestrale mais non point de son nom ni de son existence nationale ! Des observateurs attentifs et impartiaux de la destinée des peuples, même sans être doués des dons de prophétie d'un Isaïe et d'un Joël, ont depuis longtemps ressenti eux aussi ce qu'avaient prédit ces hommes avec leur foi merveilleuse et stimulante, au moment où ils voyaient approcher la destruction de leur royaume et de leur patrie : « Les rachetés de l'Eternel reviendront et retourneront à Sion en chantant, et une joie éternelle sera sur leurs têtes. Ils retrouveront joie et bonheur, et tourments et soupirs disparaîtront. (Isaïe 35, 10) ».

Alors debout dans la joie, vous les exilés ! Par une guerre sans exemple dans les annales de l'histoire, guerre engagée pour son autodéfense par une nation dont les territoires héréditaires étaient considérés par l'ennemi comme un butin à partager arbitrairement et selon leur bon plaisir sur un trait de plume des chancelleries (1), cette nation venge sa propre honte, ainsi que la honte des peuples les plus lointains, oubliés depuis longtemps sous le joug de l'esclavage ; elle venge aussi l'ignominie qui pèse sur vous depuis près de deux mille ans. Et tandis que le moment et les circonstances pourraient paraître les moins propices à revendiquer vos droits ou même simplement à les exprimer, et vous contraindre ainsi à y renoncer totalement, c'est à ce moment précis que, contre toute attente, cette nation vous offre le patrimoine d'Israël.

(1) Il s'agit évidemment de la nation française, qui lutte contre les ennemis coalisés contre elle et dont la mission révolutionnaire est d'apporter à tous les peuples la liberté.

La jeune armée avec laquelle la Providence m'a envoyé ici, guidé par la justice et escorté par la victoire, a fait de Jérusalem mon quartier général : sous peu il sera transféré à Damas, un voisinage qui n'a plus rien de terrifiant pour la cité de David.

Héritiers légitimes de David !

La grande nation qui ne fait pas de trafic d'hommes ni de territoires à la différence de ceux qui ont vendu vos ancêtres à tous les peuples (Joël 4, 6) fait ici appel à vous, non pas, certes, pour que vous fassiez la

conquête de votre patrimoine ; mais simplement pour que vous preniez possession de ce qui a été conquis, et qu'avec la garantie et l'aide de cette nation, vous en restiez les maîtres et le demeuriez contre tous ceux qui voudraient venir vous le prendre. Debout ! Montrez que la puissance écrasante de vos anciens oppresseurs a pu tout au plus mettre en sourdine le courage de ces frères héroïques dont l'alliance fraternelle aurait fait honneur même à Sparte et à Rome (Macchabées 12, 15) mais que ces deux mille ans d'esclavage n'ont pas réussi à l'étouffer.

Hâtez-vous ! Le moment est venu — et il peut ne pas se représenter avant des milliers d'années — de réclamer au sein des peuples de l'univers, la restauration de vos droits civiques dont vous avez été honteusement frustrés pendant des milliers d'années, votre existence politique de nation parmi les nations et le droit normal et sans restriction d'adorer Jéhovah selon votre foi, publiquement et probablement à tout jamais (Joël 4, 20). »

Le style lourd et ampoulé de cette longue proclamation fait contraste avec le caractère dynamique du style habituel des proclamations. Il est vrai que le texte donné ici est une traduction à triple niveau. Nous l'avons traduit du texte anglais publié par Kobler ; or ce texte anglais a déjà été traduit par Kobler sur le texte allemand qu'il avait entre les mains mais qui n'a jusqu'ici, jamais été publié. Ce « texte allemand devait être lui-même, bien entendu, une traduction de ce fameux original rédigé en français par Bonaparte et qu'on n'a jamais retrouvé.

INTERCEPTÉ PAR LA POLICE AUTRICHIENNE

Le texte allemand de la proclamation tombé entre les mains de Kobler était accompagné d'une étrange lettre, en allemand elle aussi, mais visiblement traduite de l'hébreu, où un certain rabbin Aaron Ben Lévi de Jérusalem, en date de Nissan 5549 (avril 1799), exhorte les Juifs à répondre à l'appel de Bonaparte. A grand renfort de versets bibliques, il invite ses frères à paraphraser le verset de Gédéon (Juges 7, 20) et à partir « en guerre pour l'Éternel et pour Bonaparte » (2). L'existence de cette lettre est loin de faciliter l'authentification de la proclamation de Bonaparte. Car il est impossible d'en identifier l'auteur. Dans l'entête de son épître, il se déclare « premier rabbin et prêtre de la Ville Sainte ». Or aucun rabbin d'importance ne porte ce nom. L'on sait fort bien que le grand rabbin de Jérusalem à cette époque s'appelait Rabbi Yom Tov Ben Jacob Israël Algazi ; on sait aussi qu'il resta fidèle aux Turcs et prit une part active et personnelle à la défense de Jérusalem contre une éventuelle attaque de Bonaparte.

(2) Cette lettre est traduite in extenso dans l'article cité de A. S. Yahouda.

Kobler présente certaines hypothèses qu'il serait trop long d'examiner ici. Mais aucune n'est bien convaincante.

On reste donc perplexe devant ces difficultés et on serait prêt à mettre en doute l'authenticité de tout cela si Kobler n'était très persuasif en racontant comment ces documents capitaux sont parvenus entre ses mains.

C'est un de ses amis, Ernst Foges, Juif viennois lui ; aussi réfugié à Londres, qui les détient et lui en a, par hasard, un jour donné connaissance. Or, ce Foges est, par sa mère, le petit-fils d'un certain David Fleckeles de Prague dans les papiers duquel ces documents ont été trouvés. Ce David Fleckeles était d'une illustre famille. Son père, Wolf Fleckeles, fut jusqu'à sa mort en 1849, un des dirigeants les plus remarquables de la communauté juive de Prague. Son oncle, Eléazar Fleckeles, mort en 1826, était un rabbin de grande érudition, dont l'autorité était respectée dans toutes les communautés juives d'Europe

centrale. On sait aussi qu'Eléazar Fleckeles entretenait des relations d'amitié avec Carolus Fisher, un érudit chrétien nommé en 1781 à Prague au poste de censeur des publications juives. L'hypothèse présentée par Kobler suggère la filière suivante : la proclamation de Bonaparte, acheminée via Constantinople comme en fait foi l'information du « Moniteur », ne serait jamais parvenue en France parce qu'interceptée par la police autrichienne. Une traduction allemande en aurait été faite plus ou moins grossièrement (d'où le style) et soumise à Carolus Fischer. Ce dernier aurait informé son ami Eléazar Fleckeles de ce document qui devait passionner un Juif, et lui aurait donné l'autorisation d'en faire une copie. C'est de là qu'elle serait passée chez son neveu David Fleckeles, grand-père de Foges ami de Kobler.

La filière ainsi reconstituée est tout à fait plausible. Mais elle n'en reste pas moins une hypothèse que la publication d'autres détails n'a pas encore vraiment corroborée. Pourtant, il faut bien admettre que l'information du « Moniteur » ne reposait pas entièrement sur du vent. Si vraiment il y eut proclamation, pourquoi ne pas accepter comme authentique le texte publié par Kobler ?

En tout cas, qu'elle soit de Bonaparte lui-même ou de quelqu'un de son entourage, qu'elle ait été réellement rendue publique ou simplement rédigée en avant-projet, cette Déclaration remonte à un siècle avant le sionisme hertzien. Elle dénote chez son auteur un enthousiasme pour la résurrection d'une Palestine juive aussi enflammé que les appels sionistes à l'époque de la déclaration Balfour. Elle montre que l'échec de la campagne de Bonaparte au Moyen-Orient eut des conséquences graves : il a retardé de cent ans ce qui aurait pu prendre forme dès 1799. Mais un Etat juif fondé et reconnu par Napoléon aurait-il eu moins de peine à faire accepter son existence par ses voisins que le Foyer National garanti par la Société des Nations et l'État d'Israël reconnu par l'O.N.U. ?

R.N.-B.

